

Questions orales

LES TRANSPORTS

LA POSSIBILITÉ DE RENFLOUAGE DE L'ÉPAVE DE L'IRVING WHALE—LES INTENTIONS DU GOUVERNEMENT

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports. Compte tenu des doutes et des inquiétudes qui entourent les soumissions en vue du renflouage de l'*Irving Whale*, et comme il est possible que les offres aient été gonflées, le ministre a-t-il l'intention de rouvrir le dossier, afin de demander l'établissement de nouveaux devis plus réalistes, et au besoin de l'étranger en vue de retirer cette épave qui constitue une menace permanente pour l'environnement dans l'Atlantique et procéder ainsi à un réel nettoyage?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je pense que le premier ministre a donné une réponse très claire il y a quelques minutes.

[Plus tard]

J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je pense avoir mal compris la question qui m'a été posée. Le renflouage du *Irving Whale* pose toujours des difficultés techniques et nous ne sommes pas certains que ce soit la solution. Si nous essayons de le faire, nous risquons un déversement. Voilà ce qui nous empêche de le faire.

M. Macquarrie: Monsieur l'Orateur, puis-je demander au ministre s'il est certain que si le navire reste où il est, il n'y aura pas de déversement qui mettrait l'environnement en danger.

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, nous avons fait à ce sujet toutes les recherches possibles. Nous avons consulté tous les experts et ils nous ont tous dit qu'il serait beaucoup plus dangereux d'essayer de renflouer le navire que de le laisser où il est. Si le député pouvait me fournir de meilleurs conseils techniques, je serais prêt à les suivre, mais je ne veux pas courir de risques. Voilà le problème. Nous avons même envoyé des experts en Europe pour étudier les dangers du renflouage et on leur a signalé que cela serait extrêmement dangereux et qu'il serait probablement plus sûr de laisser le navire où il est.

* * *

RADIO-CANADA

L'INCIDENCE DES DÉPENSES EXCESSIVES DE LA DIVISION DES NOUVELLES ET DES AFFAIRES PUBLIQUES

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État. Peut-il confirmer que le capacité de Radio-Canada de faire des reportages sur les nouvelles et les affaires publiques importantes du Canada pendant le reste de l'année financière sera considérablement réduite parce que la division des nouvelles et des affaires publiques a déjà dépassé son budget annuel d'exploitation en se donnant des priorités dont voici un exemple: l'automne dernier, elle a dépensé \$20,000

[M. Buchanan.]

pour envoyer un pigiste au Cambodge pour retrouver le fils d'Errol Flynn, ce qu'il n'a d'ailleurs pas réussi à faire?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Monsieur l'Orateur, je tiendrai la question pour préavis.

* * *

● (1450)

LES TRAVAUX PUBLICS

LE RETARD DES DÉMOLITIONS À CHURCHILL—L'OPPORTUNITÉ DE L'AFFECTATION DES CRÉDITS À L'AMÉLIORATION DES INSTALLATIONS

M. Cecil Smith (Churchill): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Travaux publics. On a annoncé que la démolition des bâtiments à Churchill, qui doit coûter \$600,000 n'aura pas lieu cette année; le ministre peut-il dire si cette somme sera consacrée à l'amélioration des installations de Churchill?

L'hon. C. M. Drury (ministre des Travaux publics): Monsieur l'Orateur, je ne puis malheureusement rien vous garantir.

* * *

RADIO-CANADA

DEMANDE D'INTERROGATOIRE DE M. JOHNSON PAR LE COMITÉ PERMANENT AVANT LA CONFIRMATION DE LA NOMINATION AU POSTE DE VICE-PRÉSIDENT

M. Joe Clark (Rocky Mountain): Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au secrétaire d'État elle vient s'ajouter à la question que j'ai posée tout à l'heure. J'ai proposé que le comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts ait l'occasion de questionner M. A. W. Johnson avant que le gouvernement ne confirme sa nomination au poste de vice-président exécutif de Radio-Canada. Le ministre est-il disposé à accepter cette proposition afin que le Parlement soit assuré que les dépenses de Radio-Canada seront mieux réglementées?

L'hon. James Hugh Faulkner (secrétaire d'État): Non, monsieur l'Orateur. Je conseille au député d'interroger le président actuel lors d'une séance du comité.

* * *

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LES MOTIFS DE L'INSISTANCE DU MINISTRE SUR L'ABSENCE D'ANTI-AMÉRICANISME DANS LES MESURES PRISES PAR LE CANADA

M. Gordon Ritchie (Dauphin): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Le ministre pourrait-il expliquer pourquoi lui-même et l'ambassadeur du Canada à Washington se sont crus obligés de démentir la nouvelle voulant que le Canada ait adopté récemment une attitude anti-américaine, compte tenu notamment du discours que le ministre a prononcé à Winnipeg, dans lequel il aurait nié l'existence de relations spéciales entre les deux pays.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je n'ai pas eu l'impression d'apporter ni démenti ni précision sur ce que j'ai dit à Winnipeg.